

De Paris, à l'aube du lundi 12 novembre 1951  
Lettre n° 1.982

Monsieur,

Autre pays, moeurs identiques.

La semaine dernière, le Quai d'Orsay regrettait que Vincent Auriol eût persisté dans son intention de lancer, lui aussi, sa petite offensive de paix, à l'occasion de son discours d'inauguration à l'O.N.U. Aujourd'hui, c'est à Washington qu'on n'est pas d'accord au sujet de l'entrevue qui doit réunir Churchill et Truman, en janvier prochain.

"Aura pas lieu", disent certains Américains. "Aura lieu", rétorquent d'autres, et comme l'un de ces autres répond au nom de Joseph Short, qu'il est secrétaire à la Présidence, qu'il accompagne Truman dans son voyage en Floride, qu'il précise que l'entrevue se déroulera à Washington et qu'elle a fait l'objet d'un récent échange de télégrammes par-dessus l'Atlantique, il semble bien que cette opinion soit valable.

En fait, les raisons invoquées par ceux qui ne croient pas à l'entrevue, parce qu'ils ne la désirent pas et même parce qu'ils la redoutent, sont, elles aussi, fort valables. Ces inquiets s'interrogent sur la manière dont Churchill conçoit la collaboration anglo-américaine. Ils craignent que les demandes d'aide formulées par la Grande-Bretagne prennent la forme de revendications. Ils s'insurgent contre les intentions, naguère avouées par Churchill, de rencontrer Staline en tête à tête, hors du cadre de l'O.N.U. Bref, ils imaginent et ils appréhendent les inconvenients de cette entrevue, "compte tenu de la personnalité du Premier ministre britannique et des engagements, apparents ou réels, vers lesquels le gouvernement américain pourrait être entraîné". Les mots outrageants, je les trouve dans une dépêche d'allure officielle, en provenance de Washington. En clair, ils signifient que les diplomates américains s'effraient à l'idée de laisser Truman seul à seul avec Churchill, qui le surclassera sans peine. C'est exactement ce que j'exprimais -- un peu plus brutalement -- au lendemain des élections anglaises, dans ma lettre du 29 octobre, lorsque je vous écrivais : "Dans les prochaines conversations anglo-américaines, l'homme d'Etat Churchill sera en face du chemisier Truman. Qu'on le veuille ou non, le premier aura de l'ascendant sur le second".

Mais le principal intéressé ne doute pas de lui-même, puisque, en définitive, il a accepté l'entrevue et que le secrétaire à la Présidence en a rendu la nouvelle publique. Par contre, ledit secrétaire n'a pas entendu parler d'une présence éventuelle de Staline, et c'est normal, étant donné que la conversation doit se dérouler à Washington et que Staline ne peut sortir d'Europe (il ne peut prendre la voie aérienne et la voie maritime le tiendrait trop longtemps éloigné de Moscou). Ce qui est moins normal, c'est qu'il n'ait pas non plus entendu parler d'une participation de Plevin. C'est moins normal et c'est grave, car cette omission implique une volonté délibérée de traiter la France en puissance seconde. Cette volonté paraît d'ailleurs confirmée par la nouvelle publiée hier dans l'hebdomadaire britannique "The People", selon laquelle les diplomates occidentaux travailleraient, dans les coulisses de l'O.N.U., à la préparation d'une réunion des "trois Grands" (Staline, Truman, Churchill), qui pourrait se dérouler à Prague.

Dans ces conditions, on conçoit aisément le mouvement d'humeur éprouvé par Washington et par Londres à l'audition du discours de Vincent Auriol, invitant tout le monde à se réunir à Paris. Depuis, Truman a lancé

le projet de paix occidentale; Achoson l'a repris le lendemain et, sans se laisser décourager par les sarcasmes de Vychinski, Anthony Eden va, lui aussi, faire aujourd'hui des ouvertures à Moscou. Des ouvertures qui seraient, semble-t-il, beaucoup mieux accueillies si elles étaient formulées par la France (sous une forme moins simplette que celle dont usa Auriol, évidemment). Ce regret que la France ne soit pas en mesure de faire entendre sa voix avec autorité, je ne l'exprime pas à la légère et pour obéir à ce réflexe qui ramène toujours les yeux d'un Français sur la France. Ce regret est, en effet, le sentiment qui prévaut au sein de la délégation soviétique et que certains de ses membres trahissent lorsque, en privé, ils déplorent le peu d'importance du rôle joué par la France dans le monde.

Il est néanmoins fort compréhensible que les Anglais et les Américains répugnent à faire des projets de négociations dans lesquels nous serons représentés par le président du conseil, alors que rien ne permet d'espérer que, lors de l'entrevue, le président sera le même qu'aujourd'hui. Or, l'hypothèque de Gaulle n'est pas levée et Churchill connaît l'homme pour l'avoir pratiqué longtemps. Il n'est pas, je crois, nécessaire d'insister.

J'en reviens à l'aide que les Etats-Unis seront appelés à apporter à la Grande-Bretagne, aide que la diplomatie américaine craint de voir Churchill présenter sous une forme trop brutale. Il sera possible d'éviter cet inconvénient, si Truman se rend aux raisons de Harriman qui lui suggère de réclamer du Congrès un crédit supplémentaire de deux milliards de dollars pour l'Europe occidentale, pour la France et la Grande-Bretagne essentiellement. Mais Londres est certainement plus gourmand qui s'efforce de faire rétablir le prêt-bail. Les dollars peuvent beaucoup pour influencer une politique. Téhéran en a fait l'expérience hier. Le shah venait de recevoir Ghavan Sultaneh, dont chacun sait le rôle pro-soviétique les années dernières. Le bruit courait, de ce fait, que Mossadegh pourrait être remplacé s'il rentrait en Iran les mains vides. Le Fonds monétaire international s'est empressé de lui accorder un prêt de quelque huit millions de dollars, la mesure étant décidée à l'unanimité -- la Grande-Bretagne compris.

En France, ces quelques derniers jours n'ont pas apporté grands changements. Le débat sur l'essence se poursuivra vendredi prochain. René Mayer a lui-même reporté à vendredi sa sévère déclaration de politique économique et financière. Jusque là, le parlement discutera surtout des fascicules budgétaires. Pleven s'efforce de retarder les interpellations de politique étrangère jusqu'après le 24 novembre, date à laquelle le Conseil du N.A.T.O. se réunira à Rome. Le R.P.F. voudrait que le débat s'engageât au plus tard le 20 devant le Parlement, sur l'Armée européenne notamment. Nous allons assister, au cours de la semaine prochaine, à une course contre la montre.

Sur le plan social, la conjoncture reste étale. La grève de vingt-quatre heures tentée par l'Enseignement n'a guère réussi, car les intéressés se sont demandés pourquoi cette manifestation, alors que la grève des examens avait été abandonnée. Et puis, d'une façon générale, les fonctionnaires nourrissent beaucoup d'espoir, car les promesses qui leur ont été consenties sont moins imprécises qu'on a bien voulu le dire. Confirmant sa décision du 26 septembre, sur la majoration des traitements, le conseil des ministres du 25 octobre a, en effet, précisé que ces mesures ne constituaient pas l'intégralité de l'effort à réaliser pour appliquer les mesures de reclassement qui seront prises, en exécution du Statut général de la Fonction publique et pour rétablir l'échelle indiciaire 100/1163. Le gouvernement s'emploiera, dans toute la mesure où le

TITRES	Tirage Moyen : Octobre 1950	Tirage Moyen : Octobre 1951
AURORE	333,657	330,353
CE MATIN	156,789	136,962
CE SOIR	177,590	144,676
COMBAT	77,427	68,996
LA CROIX	163,922	167,093
FIGARO	424,070	426,008
FRANCE SOIR	670,685	722,255
FRANC-TIREUR	183,994	154,101
HUMANITE	220,736	201,549
LIBERATION	130,816	134,857
LE MONDE	163,142	151,526
PARISIEN LIBERE	485,821	500,601
PARIS-PRESSE	337,954	248,104
POPULAIRE	32,115	34,471
LES ECHOS	35,375	38,752
INFORMATION	20,936	34,170

OBSERVATION. - Le 3 octobre 1951, les quotidiens parisiens passent de 12 à 15 francs (le MONDE de 15 à 18 francs).

(Fin de la Lettre n° 1.982)

développement des ressources budgétaires de 1952 l'y autorisera, à dégager des crédits qui permettront d'accentuer le reclassement hiérarchisé de la Fonction publique, dont les décisions prises le 26 septembre constituent une première étape. Les phrases ci-dessus sont d'origine officielles. Vous voyez que, sans contenir une promesse formelle, elles sont, de la part du gouvernement, un engagement à l'égard des fonctionnaires.

Pour en terminer avec ces quelques nouvelles françaises, je vous signale que le nouveau député du Loiret s'inscrit, à l'Assemblée Nationale, au groupe parlementaire de l'U.D.S.R. C'est d'ailleurs régulier, car il s'était présenté aux élections sous cette étiquette. Mais il s'appelle Secrétaire. Je ne voudrais pas ironiser sur un nom et je félicite hautement celui qui en est affligé de ne pas le renier. Cela prouve qu'il est sûr de lui-même et de ses facultés intellectuelles. Je me demande, cependant, si, président d'un groupe politique, j'aurais ainsi tenté le sort; si j'aurais accueilli avec tant de faveur un parlementaire de ce nom et si je ne lui aurais pas conseillé de s'en fabriquer un autre. Il ne serait pas le premier et la mode n'en date pas d'hier. Déjà, l'Assemblée Nationale de 1848 -- j'ai bien écrit 1848 -- comptait parmi ses membres un parlementaire à pseudonyme. Il se faisait appeler Vaulabelle. Son vrai nom n'était pourtant que Tallieresse.

EN VRAC et EN BREF

Droits de succession. - Une disposition de la prochaine loi de finances accordera, en ce qui concerne les droits de succession entre époux et en ligne directe, un moratoire des paiements des droits en faveur du conjoint survivant, pour une succession ne dépassant pas dix millions. Ces droits seront payés par les héritiers au décès du deuxième conjoint. C'est là une mesure qui donnera à demi satisfaction au Parlement, car 14 propositions de loi sur le même sujet, déposées depuis le début de cette législature tendent toutes, avec des variantes, à la suppression totale de ces droits.

Productivité. - Ce sujet fait couler beaucoup d'encre. L'O.E.C.E. (comité des questions scientifiques et techniques) a effectué une étude comportant notamment des notes fort intéressantes, dues à la plume de M. A.W. Klein, du Centre autrichien de la Productivité, et consacrées aux divers systèmes de rémunération propres à stimuler la productivité. Je tiens ces notes à votre disposition.

Pool Acier-Charbon. - Le gouvernement Pleven entend faire ratifier, d'ici la fin de l'année, le traité de communauté européenne du charbon et de l'acier. Le Conseil Economique a donc voulu se faire une opinion sur la question et, depuis six semaines, un groupe de travail, constitué par sa "Commission des Affaires Economiques et du Plan", procède à l'audition des personnalités compétentes. Il a entendu notamment : le représentant du Commissariat général du Plan Uri, le président général du Syndicat général des industries mécaniques Métal, le délégué de la Chambre syndicale de la Métallurgie Charvet, le président du conseil d'administration des Charbonnages de France Audibert, le conseiller technique du ministre de l'Energie Gardent, le président de l'Association des utilisations de produits sidérurgiques Jean Constant, le conseiller d'Etat Lagrange. Je tiens ces divers documents à votre disposition.

Mouvement diplomatique. - En même temps que la décision était prise de nommer Huppenot représentant permanent de la France au Conseil de Sécurité de l'O.N.U., le gouvernement français se mettait également d'accord pour envoyer : Chauvel à Berne; Meyrier à Madrid; de Charbonnières à Buenos-Aires; Bourdoillette à Copenhague; de Saint-Hardouin à Ankara; Baelen à Athènes, et Daniel Lévy à Stockholm. Ces diverses nominations seront rendues officielles au fur et à mesure que parviendront les agréments des pays étrangers.

A l'O.A.A. - La Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture tiendra sa sixième session du 19 novembre au 7 décembre, à Rome. Je tiens son ordre du jour à votre disposition.

Crédit Agricole. - Depuis le 8 novembre, les effets souscrits en contrepartie de prêts à court terme sont escomptés au taux de 4 %. Cette majoration a amené la Caisse Nationale de Crédit Agricole à porter de 3,75 à 4,25 % le taux maximum que les Caisses Régionales doivent appliquer. D'autre part, les effets souscrits en contrepartie de prêts à moyen terme à cinq ans sont escomptés au taux de 4,25 %.